

La France appelle le Rwanda à cesser tout soutien au M23 et se retirer de la RDC

@rib News, 21/02/2024 Source AFP Dans un communiqué, la France a dénoncé ce mardi 20 février, "les atteintes à l'intégrité territoriale de la RDC" et les violences contre les populations civiles dans l'est du pays, en appelant le Rwanda "à cesser tout soutien" aux rebelles du M23 et "à se retirer du territoire congolais".

Dans un communiqué, la France a dénoncé ce mardi 20 février, "les atteintes à l'intégrité territoriale de la RDC" et les violences contre les populations civiles dans l'est du pays, en appelant le Rwanda "à cesser tout soutien" aux rebelles du M23 et "à se retirer du territoire congolais". "La France est trahie par la situation dans l'Est du Congo, dans le Nord Kivu et en particulier autour de Goma et de Saké. Les atteintes à l'intégrité territoriale de la RDC et la situation des populations civiles sont inadmissibles", selon une déclaration du ministre des Affaires étrangères. "La France condamne la poursuite des offensives du M23 avec le soutien du Rwanda, et la présence des forces rwandaises sur le territoire congolais", ajoute le ministre, exhortant les rebelles à "cesser le combat immédiatement". "Nous appelons le Rwanda à cesser tout soutien au M23 et à se retirer du territoire congolais", insiste le ministre, avant d'appeler "l'ensemble des groupes armés à mettre un terme aux violences". Depuis plusieurs jours, les combats entre le M23, appuyé par des unités de l'armée rwandaise, et les forces gouvernementales congolaises se sont intensifiés au niveau de Sake, localité située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la capitale provinciale Goma. La République démocratique du Congo accuse le Rwanda et ses "alliés" du M23 de vouloir faire main basse sur les minerais de l'Est congolais. Le M23 affirme pour sa part défendre une frange menacée de la population et réclame des négociations, que Kinshasa refuse, excluant de discuter avec des "terroristes". "La France rend son plein soutien aux processus régionaux de médiation pour trouver une solution négociée au conflit" indique le communiqué en conclusion.